

Canada – Trudeau indique que les « risques » du marché obligent le gouvernement à étudier une éventuelle « monnaie numérique de la banque centrale »



[Source : medias-presse.info]

Canada – L'idée d'une monnaie numérique de banque centrale soulève des inquiétudes quant à la confidentialité des transactions financières personnelles, ainsi qu'à la possibilité, du moins à l'avenir, d'utiliser encore les espèces comme moyen de paiement.

Le budget 2022 du Canada, annoncé la semaine dernière par la ministre canadienne des Finances du Parti libéral, Chrystia Freeland, contient un texte disant que le gouvernement examinera le « besoin potentiel » pour le pays d'avoir un type de « monnaie numérique de la banque centrale ».

À la page 214 du budget , sous le chapitre 9 intitulé « Équité fiscale et gouvernement efficace », dans la sous-section « Faire face à la numérisation de la monnaie », le texte indique que le gouvernement « examinera, entre autres facteurs : comment adapter le secteur financier pour gérer les nouveaux risques liés à la numérisation.

Dans ce cadre, le gouvernement canadien examinera comment « maintenir la sécurité et la stabilité du système financier à la lumière de l'évolution de ces modèles commerciaux et de ces capacités technologiques » ainsi que le besoin potentiel d'une monnaie numérique de banque centrale au Canada.

Le gouvernement canadien explorera également la réglementation de la crypto-monnaie ainsi que l'obligation pour les sites de financement participatif de signaler les « transactions suspectes ».

Après que le premier ministre Justin Trudeau a promulgué la Loi sur les mesures d'urgence en février pour punir les camionneurs du Freedom Convoy, le gouvernement a gelé les comptes bancaires personnels et les portefeuilles numériques de certains Canadiens.

Le budget libéral de 2022 a annoncé qu'il y aura un « examen législatif » de l'utilisation des crypto-monnaies, l'objectif étant de mettre en œuvre des mesures réglementaires plus strictes sur les sites de financement participatif et les processeurs de paiement.

La ministre Freeland est membre du Forum économique mondial, qui est le groupe à l'origine du programme « Great Reset ».

Le Canada n'est pas le seul pays à envisager une monnaie numérique émise par le gouvernement.

Le président américain Joe Biden a récemment publié un décret qui demandait aux agences fédérales d'étudier les monnaies numériques et de produire des rapports sur leur utilisation possible ainsi que sur la réglementation par le gouvernement fédéral.

Une monnaie numérique est également à l'étude au Royaume-Uni, qui a demandé l'été dernier à la Banque d'Angleterre d'élaborer des plans pour une monnaie numérique qui pourrait être utilisée « avec » de l'argent liquide.

Le député conservateur britannique Steve Baker a toutefois averti qu'une monnaie numérique émise par le gouvernement « pourrait permettre une augmentation spectaculaire du contrôle de l'État sur nos vies ».